

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 19/3 (1992)

DOI: 10.11588/fr.1992.3.57536

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

nen und Körperschaften. Wie also Karl Dietrich Erdmann in der Einführung des Buches schreibt: »Es geht [...] nicht um das Aneinanderreihen oder Ineinanderfügen verschiedener Nationalgeschichten. Nicht das individuell Besondere, nicht das, worin sich die Völker Europas voneinander unterscheiden, ist der Gegenstand des Interesses [...]« (S. 10). Deswegen findet man den Untertitel des Buches nicht ganz treffend: es handelt sich nämlich gerade nicht um eine Geschichte der europäischen Völker, sondern vielmehr um die europäische Zivilisation, Kultur, Mentalität und den Geist.

Der Verfasser führt den Leser von den geographischen Besonderheiten dieses Erdteils, seiner Völker und Sprachen durch seine Vergangenheit in chronologischer Reihenfolge, angefangen mit der Vorgeschichte bis zum Ende des an politischen Wandlungen so reichen Jahres 1989. Der höchst interessante, an genauen Informationen so reiche Vortrag des Buches konzentriert sich konsequent auf die Zielsetzung, die Geschichte des europäischen Kontinentes als einer Einheit zu erzählen. Es handelt sich trotzdem nicht um eine ganz ausgeglichene Behandlung aller Teile Europas. Der osteuropäische Leser findet sicherlich etwas weniger über seine Region im Buch. Diesmal soll aber diese Ungleichmäßigkeit entschuldigt werden. Sie wird nämlich durch das historische Fakt erklärt, daß die verschiedenen Theorien einer europäischen supranationalen Macht oder Einheit bisher noch immer im Westen entstanden sind.

Die zahlreichen farbigen, ausgezeichnet ausgewählten Illustrationen ergänzen den Text. Die Zeittafeln am Beginn eines jeden Kapitels erleichtern die chronologische Orientierung, während die Kartenskizzen einen geographischen Eindruck vermitteln.

Jean-Baptiste Duroselles Buch ist eine gelungene Leistung der historischen Synthese, aber auch ein bahnbrechender Versuch eines Überblickes über die Geschichte Europas. Man kann nur begrüßen, daß es gleichzeitig in acht Sprachen erscheint, denn es bereichert unser Europa-Bewußtsein mit wertvollen interessanten Informationen.

János KALMÁR, Budapest

Anselm DOERING-MANTEUFFEL, Vom Wiener Kongreß zur Pariser Konferenz. England, die deutsche Frage und das Mächtesystem 1815–1856, Göttingen, Zürich (Vandenhoeck & Ruprecht) 1991, 351 p. (Veröffentlichungen des Deutschen Historischen Instituts London, 28).

Cette recherche approfondie traite des relations des pays européens pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et spécialement de la politique anglaise. Les caractéristiques de la politique extérieure de l'Angleterre sont conditionnées en premier lieu par son attitude libérale. Le système politique de la Grande-Bretagne se développait historiquement comme une balance entre le Parlement, la Couronne et l'ambition d'établir une politique de libre-échange. C'est ce rapport stable de la Cour et du Parlement qui distinguait profondément le système anglais de celui du continent où la tension de la monarchie absolue et la démocratie radicale se révélaient incapables de créer une ambiance équilibrée entre la société et la politique. Les structures sociales et commerciales se transformaient profondément en Angleterre de 1815 à 1848, tandis que la monarchie habsbourgeoise restait largement statique parce que quelques entreprises se montraient infructueuses pendant l'époque de néoabsolutisme. Les politiciens anglais prenaient cette contradiction comme argument essentiel en réclamant la distance de l'Europe continentale et le principe de non-intervention. Le document principal – le »State Paper« de mai 1820 démarquait sa sphère d'influence – serait déterminant pour la politique extérieure anglaise pendant les prochaines années. D'une part la Grande-Bretagne refusait chaque intervention dans les affaires propres d'autres souverains et d'autre part elle acceptait le droit des grandes puissances continentales d'exercer une politique personnelle dans leur sphère d'influence. Dirigé par ce principe de non-intervention le ministre des affaires

étrangères anglais Palmerston réagissait tout à fait différemment du chancelier autrichien Metternich aux événements de la révolution de Juillet (1830). Metternich, en tout cas, s'efforçait de supprimer chacun mouvement libéral et de faire un accord entre les gouvernements de Vienne, Berlin et St. Petersburg. Par contre Palmerston était convaincu que les meilleures méthodes de combattre des agitations révolutionnaires étaient des réformes modérées. En tenant compte de ces principes, l'Angleterre supportait les ambitions autonomes de la Belgique pour équilibrer la puissance politique en Europe occidentale. Cette politique de réformes modérées créait des graves divergences d'opinions avec Metternich sans avoir une solution déterminée.

L'auteur – un bon connaisseur de la situation des états allemands – montre précisément le changement de l'attitude anglaise pendant la révolution libérale en Allemagne. Il décrit trois phases de la politique anglaise pendant la révolution allemande: Au début le ministre des affaires étrangères anglais pensait que l'Allemagne ne serait jamais le jeu des idées révolutionnaires; pendant les premiers mouvements, Palmerston persécutait le principe de non-intervention et à partir de ce moment, quand l'assemblée nationale de la Paulskirche ne voulait plus accepter les régions traditionnelles, l'Angleterre devenait un ennemi déclaré du mouvement révolutionnaire en Allemagne. La politique anglaise essayait d'affaiblir l'élan de ce mouvement national. Cette entreprise rapprochait l'Angleterre de l'autre ennemi de la révolution allemande, de la Russie, qui pensait, que ce mouvement était un grand péril pour la Pologne.

Des réformes du Parlement et les lois de supporter le libre-échange facilitaient en Angleterre une stabilité intérieure et une prospérité permanente, c'est-à-dire que c'était le début de l'époque victorienne. Les Anglais possédaient un certain sentiment national et essayaient de dominer le concert des puissances européennes; pour la politique extérieure, ils réclamaient plus d'indépendance. En observant ce principe, ils évitaient de conclure un nouveau contrat.

Après la révolution de 1848 l'Angleterre abandonnait l'impérialisme européen de l'époque prérévolutionnaire et poursuivait une politique nationale. L'attitude envers les deux puissances allemandes – la monarchie habsbourgeoise et la Prusse – changeait également. L'Autriche perdait de plus en plus son crédit, à cause de la répression de la révolution hongroise et du plan Schwarzenberg. Palmerston s'opposait à l'idée de Schwarzenberg de joindre les domaines italiens à l'empire habsbourgeois, parce que ces ambitions autrichiennes seraient contraires à la conception allemande. Palmerston pensait que l'Autriche jouait seulement un rôle de barrière entre la Russie et l'empire osman; elle n'avait qu'une fonction géopolitique et ne possédait plus de réclamation de l'équivalence avec l'Angleterre. La Grande-Bretagne même voulait d'une part faire la paix et d'autre part jouer son propre rôle dans le monde.

La politique de conservation de paix serait abandonnée au début de la guerre de Crimée et les puissances poursuivaient une nouvelle politique de l'égoïsme national et de propre intérêt de puissance. L'Angleterre s'éloignait pendant cette période de guerre de la Prusse qui avait déclaré sa neutralité absolue. Cette neutralité ne pouvait jamais être acceptée, parce que les Anglais pensaient avoir une obligation morale de guerre et pour cela la neutralité égalait la lâcheté. En plus ce neutralisme dérangeait la politique anglaise de blocus vers la Russie, qui pouvait transférer le commerce entièrement de la mer vers la terre. La Prusse serait en ce sens »the most serious leak« dans le système de blocus et pour cette raison l'Angleterre essayait de nier l'état d'une grande puissance européenne de la Prusse. A la fin de la guerre, les relations entre ces deux pays s'améliorèrent heureusement et la Prusse ratifiait le contrat de Paris avec l'assentiment anglais sans avoir aucune influence sur le texte de ce traité. La monarchie habsbourgeoise au contraire s'unissait avec les puissances belligérantes sans être elle-même en guerre. La politique de la paix autrichienne était conditionnée d'une part par l'incapacité matérielle et d'autre part par la non-volonté de faire la guerre. Cette attitude autrichienne empêchait les ambitions offensives des puissances occidentales et pour l'Angleterre spécialement l'Autriche se montrait plutôt une charge qu'un secours pour la politique

des intérêts. Le contrat de Paris était restreint parce que cette conférence se limitait à rendre une justice européenne seulement à l'Orient.

Dans cette recherche intéressante, l'auteur réussit à montrer les structures de la politique anglaise influencée par les conditions intérieures et extérieures et le changement de l'attitude anglaise souvent conditionné par les transformations politico-sociales ou économiques dans l'Angleterre même ou dans les autres pays. On peut aussi observer le développement de la politique vers la Prusse toujours bien acceptée par les Anglais, sauf après la déclaration de neutralité pendant la guerre de Crimée, quand l'Angleterre la traitait comme ennemi. L'auteur montre également que l'Angleterre observant strictement le principe de non-intervention développait une politique de considération des intérêts nationaux et de sa propre position dans le monde. Cette recherche n'explique pas que la politique anglaise; au contraire on trouve des informations précises concernant les mouvements d'autres pays, spécialement de la Prusse et de l'Autriche.

L'auteur a bien réussi la présentation des vastes matériaux d'archives et des sources dans un texte plein d'informations; quelques fois le lecteur est obligé de lire les passages avec une grande concentration pour comprendre ces textes bien informés. C'est un excellent livre et chaque historien qui s'occupe de cette époque devrait le connaître et serait ravi de son contenu.

Christine Maria GRAFINGER, Rom

Adolf M. BIRKE, Günther HEYDEMANN (Hg.), Die Herausforderung des europäischen Staatensystems. Nationale Ideologie und staatliches Interesse zwischen Restauration und Imperialismus, Göttingen (Vandenhoeck & Ruprecht) 1989, 221 S. (Veröffentlichungen des Deutschen Historischen Instituts London, 23).

Der vorliegende Band geht auf eine Tagung des Deutschen Historischen Instituts London zurück, auf der die Einwirkungen des Liberalismus und des Nationalismus auf die Staaten und das internationale System aus unterschiedlicher methodischer Perspektive und aus der Sicht verschiedener europäischer Länder beleuchtet werden. Vor allem sollten die Referenten auch der Frage nachgehen, ob und wie sich diese politisch-ideologischen Bewegungen auf die Staatenbeziehungen auswirkten und zu einer Systemveränderung geführt haben. Im Mittelpunkt stand dabei vor allem die Forschungsdiskussion in Deutschland und England. Die Beiträge lassen sich thematisch drei geschichtlichen Perioden zuordnen, 1. der Zeit zwischen dem Wiener Kongreß und den Revolutionen von 1848/49, 2. der sog. Reichsgründungszeit und 3. dem Zeitalter des Imperialismus, das vor dem Ersten Weltkrieg zu einem Quasi-Blocksystem führen sollte.

Zu Beginn arbeitet der leider inzwischen verstorbene bedeutende italienische Historiker Rosario ROMEO, ein exzellenter Kenner des Risorgimento und Biograph Cavour's, sehr überzeugend den Einfluß Mazzini's für die nationalen Bestrebungen in Europa heraus und setzt damit einen Rahmen. Bemerkenswert auch der Beitrag Günther HEYDEMANN'S, der sich in seinem Beitrag dem vernachlässigten Komplex des Panhellenismus widmet. Hervorzuheben wäre noch die überzeugende Analyse von Anselm DOERING-MANTEUFFEL, der am Beispiel der gescheiterten Mitteleuropakonzepte Preußens und Österreichs zwischen 1849 und 1851 die Ordnungszwänge des 1815 geschaffenen neuen, multipolaren internationalen Systems darstellt. Erwähnenswert sind vor allem auch die Aufsätze von Hagen SCHULZE, der sich mit dem Nationalverein und dem Reformverein im Vorfeld der Reichsgründung beschäftigt, und von Klaus J. BADE, der sich mit der zweiten, kolonialen Reichsgründung auseinandersetzt. Alan SKED und Paul W. SCHROEDER setzten ihre wissenschaftliche Fehde über die Einschätzung der Politik und Wirkungsmöglichkeiten der Habsburger Monarchie fort, wobei der eine der britischen Politik eine hohe historische Verantwortung an der Demontage der Donaumonarchie zuweist, während SKED zum wiederholten Male und erneut wenig überzeugend die